

Prévenir les addictions

dossier

Lorsque nous nous sommes mis à la tâche pour coordonner ce dossier, nous savions que nous aurions une difficulté : mettre de la cohérence dans un domaine qui en manque singulièrement. Mais nous n'imaginions pas à quel point nous serions confrontés à ce paradoxe français entre une foison d'expériences petites ou grandes, de réflexions larges ou très ciblées, et un manque de « pilotage », une absence totale de politique publique permettant d'organiser et de coordonner tant la définition des objectifs que les actions sur le terrain.


Les nombreux auteurs que nous avons sollicités dans un temps relativement court ont pratiquement tous répondu favorablement et apporté des contributions actualisées et souvent novatrices. Qu'ils en soient tous remerciés.

À commencer par l'OFDT, qui présente des données épidémiologiques indispensables et trop souvent méconnues par le grand public et ceux qui légifèrent sur ces questions. Ces données indiquent un certain nombre d'enjeux actuels de la prévention, notamment chez les jeunes où l'on observe des consommations élevées (mais dans la moyenne européenne) de tabac, d'alcool et de cannabis, et dans la population générale où les consommations de médicaments psychotropes viennent juste après celles d'alcool et de tabac.

Un aperçu des évolutions historiques met en évidence les fondements sur lesquels, depuis une dizaine d'années, l'ensemble des acteurs se retrouvent pour s'intéresser davantage aux conduites qu'aux différents produits, sans pour autant effacer les particularités de ceux-ci. Si l'addiction se définit comme un comportement d'une personne dans un contexte donné, cela signifie que ce comportement ne peut se modifier sans tenir compte de son inscription dans une histoire et un mode de vie, et de ce qu'il est animé d'une recherche propre à tous les êtres humains : celle du bien-être et du bonheur. L'exemple du tabac montre les avancées réalisées, mais aussi les limites de mesures à court terme.

Le parcours est souvent long entre les premiers usages et une éventuelle dépendance, ce qui donne une large place aux stratégies d'intervention précoce et à des actions de promotion de la santé ou de réduction des risques visant, avec les usagers, à rechercher des comportements alternatifs et à éviter les dommages individuels et sociaux. Plusieurs domaines spécifiques sont examinés sous cet angle, comme la promotion de la santé que développe l'INPES ou la réduction des risques telle que la préconisent les acteurs de ce secteur, ou encore la prévention des conduites à risques telle que la mènent ceux qui sont engagés auprès de populations subissant de lourdes difficultés économiques et sociales.

Un certain nombre de contributions analysent les difficultés actuelles et font d'utiles propositions pour une prévention plus cohérente selon une approche plus globale, plus « écologique », plus structurée et mieux financée, et, finalement, plus efficace.

Au total, en associant des réflexions de fond et des analyses d'expériences, ce dossier propose un état des lieux tourné vers des perspectives nouvelles qui, nous l'espérons, servira à une meilleure visibilité de ce qui se fait et des idées. Un état des lieux qui, nous le souhaitons aussi, suscitera la prise de conscience des autorités en charge de la santé publique de la nécessité que notre pays dispose d'une instance politique où toutes ces énergies et ces compétences puissent contribuer à l'élaboration d'une politique nationale de prévention des conduites addictives. **AM** 

Dossier coordonné par

Alain Morel

Psychiatre, directeur médical du
Trait d'Union, secrétaire général
de la Fédération française
d'addictologie

Pierre Poloméni

Psychiatre,
hôpital Jean Verdier, Bondy,
membre du Haut Conseil
de la santé publique

Pascale Gayraud

Médecin de santé publique,
consultante